

Marché à procédure adaptée

Traceurs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
MARCHE DE LOCATION / MAINTENANCE DE MATÉRIEL DE REPROGRAPHIE

Juin 2025

ARTICLE 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent CCAP concerne un marché de location et maintenance de matériel de reprographie neufs

Lieu d'exécution : ENSA Toulouse

1.2 Durée du marché

Le marché sera passé pour une période de quatre ans courant de la date de notification du marché.

Une option de prolongation d'une année supplémentaire sera possible.

ARTICLE 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le règlement de consultation
- DC1 (lettre de candidature), DC2 (Déclaration de candidat individuel) et DC3 (acte d'engagement)

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

ARTICLE 3 : Délais de livraison et d'exécution

Le matériel doit être en ordre de marche le **mercredi 01 octobre 2025** au plus tard : livré, monté, installé, connecté, testé.

Une formation sera réalisée vers l'équipe support sur les produits déployés.

L'ENSA Toulouse ferme le **vendredi 25 juillet au soir** et réouvre le **lundi 25 août au matin**.

Le titulaire pourra commencer à livrer et installer le matériel à partir du **lundi 01 septembre 2025**.

ARTICLE 4 : Conditions d'exécution du marché

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Les prestations seront réalisées sur le site suivant selon les prescriptions du CCTP :

ENSA Toulouse, située 83 rue Aristide Maillol à Toulouse

Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des matériels et fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire, et restent sa propriété. De même le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Livraison franco de port.

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les appareils dans les conditions fixées au CCTP.

ARTICLE 5 : Constatation de l'exécution du marché

Dès la livraison, le titulaire procède à son installation et à la mise en ordre de marche.

Lorsque ces opérations sont terminées, il procède avec la personne habilitée à sa mise en service et aux vérifications d'aptitude.

Pour tous les ensembles, les essais suivants sont effectués à l'occasion de la mise en service des solutions d'impression :

- Chargement de la machine en toner et en papier ;
- Vérification de la connexion aux réseaux existants ;
- Tests de toutes les autres possibilités optionnelles de la machine ;
- Test de passage papier ;
- Tests d'impression noir et blanc et couleur ;
- Tests de contrôleur à partir des environnements informatiques ;
- Tests d'impression avec la carte européenne de l'étudiant.

Ces tests consistent à évaluer et mesurer, dans des conditions proches de la production réelle, les qualités techniques et la productivité des solutions implantées.

ARTICLE 6 : Prix du marché

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires pour chacun des ensembles précisés au CCTP : traceurs couleurs.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres, appelé « mois zéro ».

Prix trimestriel de la location des appareils : ferme et non révisable pour toute la durée du marché.

Prix de maintenance et entretien des appareils : ferme et non révisable pour toute la durée du marché.

ARTICLE 7 : Modalités de règlement des comptes

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont celles prévues au chapitre 2 du CCAG/FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original, et outre les mentions légales, avec les indications suivantes :

- Nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Numéro de compte bancaire ou postal ;
- Numéro du marché ainsi que le numéro du lot ;
- Marque, le modèle, le N° d'identification ;
- Localisation de l'appareil à l'ENSA ;
- Détail de la prestation : maintenance, relevé de compteur précédent et relevé de compteur nouveau, par différence du nombre de copies effectuées au cours de la période écoulée (pas de règlement sans ces précisions) ;
- Désignation de l'organisme débiteur ;
- Nombre total de pages produites ;
- Montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant application des réfections fixées conformément aux dispositions CCAG/FCS ;
- Tout rabais, remise, ristourne ou escomptes directement liés au marché ;
- Montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- Date de facturation et la date d'exécution des prestations ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant les indemnités primes et autres retenues autres que la retenue de garantie établie conformément aux stipulations du marché.

La facturation sera établie trimestriellement à terme échu, elle correspondra au volume de copies effectivement réalisées par machine durant cette période et au trimestre de location du matériel concerné.

La base de location sera la date du procès-verbal de réception de chaque matériel loué. La première facture de chaque équipement sera émise par le fournisseur à l'issue du premier trimestre civil suivant ce procès-verbal.

Les factures seront déposées sur la plateforme Chorus. Toute facture non déposée sur cette plateforme sera rejetée par le service comptable.

Délais de paiement : les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiements.

ARTICLE 8 : pénalités d'exécution pénalités pour retard de mise en ordre de marche

Si le matériel n'est pas en ordre de marche le **mercredi 01 octobre 2025** telle que définie à l'article 3 du présent CCAP, des pénalités seront appliquées.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS), les pénalités sont calculées de la manière suivante :

$$P = V * R / 100 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération de la pénalité.

Pénalités pour indisponibilité

L'article 14.2 du CCAG-FCS s'applique dans son intégralité.

Ainsi, sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- Huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- Quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

ARTICLE 9 : Assurance

Dans un délai de quinze jours à compte de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 10 : résiliation du marché

Seuls les articles du CCAG/FCS relatifs à la résiliation du marché sont applicables.

ARTICLE 11 : droit et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.